

Burundi/Elections : La Commission électorale retire les résultats publiés lundi

@rib News, 31/05/2020 - Ces résultats ne pouvaient être publiés parce qu'ils n'avaient pas été vérifiés, a précisé le président de la commission électorale indépendante. Au Burundi la commission électorale indépendante (CENI) a retiré les résultats des élections publiés lundi sur son site et largement contestés par l'opposition et autres composantes de la société civile, ont rapporté vendredi des médias locaux et étrangers.

Ces résultats consacraient la victoire du parti au pouvoir depuis 2005, le CNDD-FDD, et de son candidat à la Présidence, le général major Evariste Ndayishimiye. "A l'examen, de nombreux chiffres s'écartaient considérablement de ceux qu'ils nourrissaient avec éclat les accusations de fraudes électorales soutenues par le principal parti rival du CNDD-FDD, Le CNL d'Agathon Rwaso", précise le quotidien belge "La libre" dans son édition Afrique. Le président de la CENI, Pierre Claver Kazihise a donc décidé de les retirer du site web de la Commission électorale, a-t-il expliqué publiquement, indique le même média, rappelant que ce dernier avait lui-même proclamé ces résultats publiquement lundi dernier, le 25 mai. Kazihise a expliqué que ces résultats "ne pouvaient être publiés parce qu'ils n'avaient pas été vérifiés, n'avaient pas été vus par les membres du bureau de la CENI". "Prochainement, nous allons mettre les chiffres que le bureau a vus, vérifiés, et vous allez voir que ces chiffres seront probablement plus justes", a encore précisé le président de la CENI laissant entendre qu'il aurait proclamé et publié des chiffres sans les vérifier, note le quotidien belge. Ce rebondissement spectaculaire pose des questions de fond, souligne la même source posant la question de la légitimité de remplacer des chiffres déjà soumis à la Cour constitutionnelle qui devait proclamer le 4 juin les résultats définitifs et du délai accordé pour le dépôt des recours contre les résultats. Aussi bien la campagne électorale que les scrutins présidentiel, législatifs et communaux ont été marqués par de multiples fraudes, dénis de droit et abus de pouvoir par le parti aux affaires depuis 2005, le CNDD-FDD, sa milice Imbonerakure et des autorités administratives locales liées à ce parti, rappelle enfin le média belge.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});